

RÉSUMÉ FINANCIER (en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2011-2012 ¹	2012-2013		
		Plan budgétaire ¹	Perspectives actuelles	Variation en cours d'exercice
Revenus	109 332	112 573	112 587	14
Charges				
Programmes	114 213	115 774	115 788	14
Intérêt sur la dette ²	10 097	10 619	10 619	–
Total des charges	124 310	126 393	126 407	14
Réserve	–	1 000	1 000	–
Excédent/(Déficit)	(14 978)	(14 820)	(14 820)	–

¹ Chiffres provenant des projections provisoires de 2011-2012 et du plan budgétaire de 2012-2013 indiqués dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 227 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES POUR 2012-2013

Le budget de l'Ontario de 2012 proposait des mesures décisives pour équilibrer le budget. Comme cela est décrit dans la mise à jour du plan financier rendue publique le 25 avril 2012, le gouvernement est toujours déterminé à gérer la hausse des charges et à éliminer le déficit d'ici 2017-2018 afin d'assurer la viabilité à long terme des services essentiels sur lesquels compte la population de l'Ontario, tels que ceux des secteurs de la santé et de l'éducation.

L'élimination du déficit est la mesure la plus importante que le gouvernement puisse prendre pour stimuler la croissance soutenue de l'économie. Les résultats du premier trimestre indiquent que la province est en voie d'afficher le déficit de 14,8 milliards de dollars prévu pour 2012-2013 dans la mise à jour financière d'avril. Le gouvernement a toujours à cœur de respecter le plan budgétaire de 2012 afin d'atteindre ses objectifs financiers.

Comme cela a été indiqué dans les Comptes économiques de l'Ontario rendus publics le 16 juillet 2012, l'économie ontarienne continue d'afficher une croissance modérée à la suite de la récession mondiale. Il y a toutefois des risques considérables, dont la crise liée à la dette souveraine en Europe et la croissance économique plus faible à l'échelle internationale.

Le gouvernement continue de gérer les finances de l'Ontario avec prudence. À cette fin, les perspectives de 2012-2013 comportent une réserve de 1,0 milliard de dollars et les fonds de prévoyance qui restent en vue de protéger le plan financier contre toute variation défavorable des revenus et des charges de la province.

D'autres détails sur le plan financier de la province, y compris les résultats définitifs pour 2011-2012, seront fournis dans de futures mises à jour financières.

RÉSULTATS FINANCIERS

REVENUS DE 112,6 MILLIARDS DE DOLLARS

Les perspectives de revenus de 2012-2013, qui se chiffrent à 112 587 millions de dollars, sont de 14,3 millions de dollars supérieures au chiffre prévu dans la mise à jour d'avril. Le gouvernement continuera à surveiller le rendement sur le plan économique et des revenus, et fournira de plus amples détails dans de futures mises à jour financières. Les variations des perspectives de revenus pendant le premier trimestre comprennent ce qui suit :

- ♦ Une augmentation de 15,3 millions de dollars des transferts provenant du poste **Gouvernement du Canada** afin de prolonger l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.
- ♦ Une diminution de 1,0 million de dollars du poste **Autres revenus non fiscaux** découlant des revenus réduits associés à la Société de gestion forestière Nawiinginokiima.

TOTAL DES CHARGES DE 126,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Les charges totales prévues de 2012-2013 s'établissent à 126 407 millions de dollars, soit 14,3 millions de dollars de plus que les prévisions de la mise à jour d'avril. Les variations des charges des programmes ministériels au cours du trimestre comprennent ce qui suit :

- ♦ **Ministère des Affaires autochtones** : Une diminution de 5,8 millions de dollars résultant d'un transfert au ministère de la Formation et des Collèges et Universités en vue d'aider les Ontariennes et Ontariens du Nord à profiter des nouvelles possibilités économiques dans le cadre du Fonds pour les partenariats de formation dans le Nord.
- ♦ **Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales** : Une augmentation de 36,9 millions de dollars par suite de transferts du ministère de l'Infrastructure pour le financement de projets d'infrastructure stratégiques.
- ♦ **Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse** : Une augmentation de 2,1 millions de dollars en raison d'un transfert interministériel de projets liés à la technologie de l'information du ministère des Services gouvernementaux.
- ♦ **Ministère des Services sociaux et communautaires** : Une diminution de 54,7 millions de dollars liée, d'une part, au transfert de fonds au ministère des Affaires municipales et du Logement dans le cadre du regroupement de cinq programmes relatifs au logement et à l'itinérance et, d'autre part, au transfert interministériel de projets liés à la technologie de l'information du ministère des Services gouvernementaux.
- ♦ **Ministère de l'Éducation** : Une diminution de 0,4 million de dollars découlant de la mutation d'employés au ministère des Services gouvernementaux en vue d'appuyer le regroupement des centres d'appel de la fonction publique de l'Ontario au sein de ServiceOntario.
- ♦ **Ministère des Services gouvernementaux** : Une diminution nette de 9,6 millions de dollars découlant principalement de transferts interministériels de projets liés à la technologie de l'information à d'autres ministères. Ce changement englobe aussi la mutation d'employés du ministère de l'Éducation en vue d'appuyer le regroupement des centres d'appel de la fonction publique de l'Ontario au sein de ServiceOntario.
- ♦ **Ministère de l'Infrastructure** : Une diminution de 36,9 millions de dollars par suite de transferts au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales en vue de financer des projets d'infrastructure stratégiques.
- ♦ **Ministère du Travail** : Une augmentation de 1,0 million de dollars découlant d'un transfert interministériel de projets liés à la technologie de l'information du ministère des Services gouvernementaux.

RÉSULTATS FINANCIERS

TOTAL DES CHARGES (SUITE)

- ♦ **Ministère des Affaires municipales et du Logement** : Une augmentation de 74,5 millions de dollars résultant, d'une part, du transfert de fonds du ministère des Services sociaux et communautaires dans le cadre du regroupement de cinq programmes et, d'autre part, du financement accordé pour apporter du secours aux sinistrés de la ville de Thunder Bay, du canton de Conmee et de la municipalité d'Oliver Paipoonge, en raison de l'inondation qui s'est produite à la fin mai.
- ♦ **Ministère des Richesses naturelles** : Une diminution de 1,0 million de dollars pour contrebalancer la baisse de revenus tirés des droits de coupe. La nouvelle Société de gestion forestière Nawiinginokiima, un organisme opérationnel de la province, conservera désormais les revenus tirés des droits de coupe provenant de la région géographique environnante.
- ♦ **Ministère de la Formation et des Collèges et Universités** : Une augmentation de 21,1 millions de dollars découlant de fonds versés par le gouvernement fédéral pour prolonger l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, et d'un transfert du ministère des Affaires autochtones en vue d'aider les Ontariennes et Ontariens du Nord grâce au Fonds pour les partenariats de formation dans le Nord.
- ♦ **Ministère des Transports** : Une augmentation de 3,1 millions de dollars découlant d'un transfert interministériel de projets liés à la technologie de l'information du ministère des Services gouvernementaux.
- ♦ **Fonds de prévoyance pour le fonctionnement** : Une diminution de 16,0 millions de dollars visant à contrebalancer le financement versé au ministère des Affaires municipales et du Logement pour apporter du secours aux sinistrés de la ville de Thunder Bay, du canton de Conmee et de la municipalité d'Oliver Paipoonge, suite à l'inondation qui s'est produite à la fin mai.

Les charges liées à l'intérêt sur la dette pour 2012-2013 restent inchangées par rapport au montant prévu dans la mise à jour d'avril.

RÉSERVE DE 1,0 MILLIARD DE DOLLARS

Les perspectives financières actuelles comportent une réserve de 1,0 milliard de dollars, prévue dans le budget de 2012, pour protéger le plan financier contre toute variation défavorable des revenus et des charges de la province et pour contribuer à l'atteinte des objectifs financiers du gouvernement.

PRINCIPALES STATISTIQUES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES¹
 (en millions de dollars)

	2008-2009	2009-2010 ²	2010-2011	Chiffres provisoires 2011-2012 ³	Perspectives actuelles 2012-2013
Revenus	97 532	96 313	107 175	109 332	112 587
Charges					
Programmes	95 375	106 856	111 706	114 213	115 788
Intérêt sur la dette ⁴	8 566	8 719	9 480	10 097	10 619
Total des charges	103 941	115 575	121 186	124 310	126 407
Réserve	—	—	—	—	1 000
Excédent/(Déficit)	(6 409)	(19 262)	(14 011)	(14 978)	(14 820)
Dette nette ⁵	169 585	193 589	214 511	237 278	259 773
Déficit accumulé	113 238	130 957	144 573	159 551	174 371
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	587 055	581 635	612 494	638 842	660 563
Revenu des particuliers	479 217	480 061	500 048	515 329	530 273
Population de l'Ontario (en milliers) – 1 ^{er} juillet	12 934	13 073	13 228	13 373	13 533
Dette nette par habitant (en dollars)	13 111	14 809	16 217	17 743	19 196
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	37 050	36 722	37 803	38 535	39 185
Intérêt sur la dette en pourcentage du revenu	8,8	9,1	8,8	9,2	9,4
Dette nette en pourcentage du PIB	28,9	33,3	35,0	37,1	39,3
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	19,3	22,5	23,6	25,0	26,4

¹ Les revenus et les charges ont été retraités pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, conformément aux explications présentées dans le budget de l'Ontario de 2010, et de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*, ainsi que de la reclassification, neutre sur le plan financier et décrite dans le budget de 2012, d'un certain nombre de dépenses fiscales.

² Depuis 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province sont également inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes dont les résultats sont consolidés.

³ Prend en compte les projections provisoires pour 2011-2012 et le plan budgétaire 2012-2013 tels que décrits dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

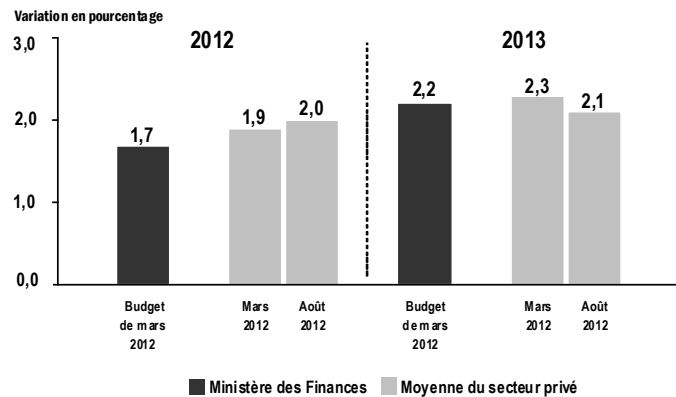
⁴ L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 148 millions de dollars en 2009-2010, à 203 millions de dollars en 2010-2011, à 227 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

⁵ Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

L'économie de l'Ontario a connu une croissance modérée soutenue à la suite de la récession mondiale. Les économistes du secteur privé continuent à prévoir une croissance économique modeste en Ontario. En date du 13 août 2012, selon les prévisions moyennes du secteur privé, le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter de 2,0 % en 2012, ce qui représente une légère hausse comparativement au pourcentage de 1,9 % prévu au moment de la publication du budget de 2012. Les prévisions du secteur privé relativement à la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2013 ont été ramenées en moyenne à 2,1 %, soit une légère baisse comparativement au pourcentage de 2,3 % prévu au moment de la publication du budget. Il existe d'importants risques, notamment la crise de la dette souveraine en Europe et la croissance plus faible à l'échelle mondiale.

Croissance du PIB réel de l'Ontario

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (mars et août).

PIB RÉEL DE L'ONTARIO

- ♦ Au cours du premier trimestre de l'année civile 2012, le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 0,6 %, ce qui équivaut au gain enregistré au cours du quatrième trimestre. Le PIB réel de l'Ontario s'est accru de 7,5 % au cours des onze derniers trimestres depuis la fin de la récession au deuxième trimestre de 2009, et il est supérieur de 2,6 % au niveau d'avant la récession affiché au deuxième trimestre de 2008. Les dépenses des ménages et les investissements des entreprises ont constitué les principales sources de croissance au premier trimestre.

MARCHÉ DU TRAVAIL

- ♦ Le secteur de l'emploi a augmenté de 0,2 % en Ontario durant le deuxième trimestre de 2012, après avoir connu un gain de 0,3 % au premier trimestre. En juillet 2012, le nombre d'emplois s'est accru de 10 600 après avoir augmenté de 20 200 en juin. En date de juillet 2012, l'Ontario avait 84 000 emplois de plus (+1,3 %) que le sommet affiché avant la récession en septembre 2008.
- ♦ Le taux de chômage était de 7,9 % en juillet, ce qui est bien inférieur au taux le plus élevé enregistré durant la récession en juin 2009, qui était de 9,4 %.

VENTES AU DÉTAIL

- ♦ Pendant les cinq premiers mois de 2012, les ventes au détail de l'Ontario ont augmenté de 3,3 % par rapport à la même période il y a un an.

INFLATION

- ♦ L'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario a augmenté de 1,5 % (d'une année sur l'autre) durant le deuxième trimestre de 2012. Il s'agit du taux de croissance le plus faible affiché depuis le quatrième trimestre de 2009. La hausse plus faible des prix en général durant le trimestre est principalement attribuable aux prix moins élevés de l'énergie.

MARCHÉ DU LOGEMENT

- ♦ Les reventes de logements de l'Ontario ont diminué de 1,9 % au cours du deuxième trimestre, après avoir connu une hausse au cours des trois trimestres précédents. D'une année à l'autre, le taux de revente de logements dans la province a augmenté de 4,9 % par rapport aux six premiers mois de 2011.
- ♦ Les mises en chantier de logements ont augmenté de 3,5 % dans la province au cours du deuxième trimestre, suivant un important gain de 18,3 % au cours du trimestre précédent. D'une année sur l'autre, les mises en chantiers se sont accrues de 17,8 % en Ontario comparativement aux sept premiers mois de 2011.

VENTES DE BIENS MANUFACTURÉS ET EXPORTATIONS INTERNATIONALES

- ♦ Pendant les cinq premiers mois de 2012, les ventes de biens manufacturés de l'Ontario ont connu une hausse de 8,1 % par rapport à la même période en 2011.
- ♦ Au cours du deuxième trimestre de 2012, la valeur des exportations internationales de l'Ontario (selon les données douanières) s'est accrue de 2,2 %, tandis que les importations ont baissé de 0,2 %¹. Pendant la première moitié de 2012, les exportations internationales de marchandises de l'Ontario ont augmenté de 9,1 % par rapport à la même période l'année dernière.

¹ Données désaisonnalisées par le ministère des Finances de l'Ontario.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES (variation en pourcentage par rapport à la période précédente, sauf indication contraire)								
		Données annuelles	Données annuelles	Données trimestrielles				
		2010	2011	1 ^{er} tr. 2011	2 ^e tr. 2011	3 ^e tr. 2011	4 ^e tr. 2011	1 ^{er} tr. 2012
Production (désaisonnalisée)								
PIB réel	Ontario	3,0	2,1	0,7	(0,2)	0,9	0,6	0,6
PIB nominal	Ontario	5,3	4,3	1,2	0,5	1,1	1,1	0,7
		Données annuelles	Données annuelles	Données mensuelles 2012				
		2010	2011	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marché du travail								
Population active (variation en milliers)		89,3	65,1	30,7	25,2	(22,9)	14,9	27,9
Emploi (variation en milliers)		108,0	121,3	46,1	(7,7)	(18,7)	20,2	10,6
Taux de chômage (%)		8,7	7,8	7,4	7,8	7,8	7,7	7,9
Secteur des ménages								
Ventes au détail		5,4	3,6	0,8	(1,1)	0,2	N.D.	N.D.
Mises en chantier de logements (en milliers) ¹		60,4	67,8	86,5	97,6	79,3	72,9	74,5
Reventes de logements		(0,2)	2,5	3,8	(0,9)	(5,8)	(1,5)	N.D.
Ventes de biens manufacturés								
Matériel de transport		22,5	4,1	1,9	7,9	3,4	N.D.	N.D.
Indice des prix à la consommation²								
		2,5	3,1	2,2	2,1	1,2	1,2	N.D.

¹ Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

² Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant; données non désaisonnalisées.

N.D. = Données non disponibles.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement, et Association canadienne de l'immeuble.

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres provisaires 2011-2012 ¹	2012-2013		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire ¹	Perspect. actuelles	
Revenus fiscaux				
Impôt sur le revenu des particuliers	24 277	26 085	26 085	–
Taxe de vente ²	20 885	21 135	21 135	–
Impôt sur les sociétés	9 401	10 798	10 798	–
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ³	5 610	5 631	5 631	–
Impôt-santé des employeurs	5 028	5 149	5 149	–
Contribution-santé de l'Ontario	2 891	3 098	3 098	–
Taxe sur l'essence	2 353	2 371	2 371	–
Droits de cession immobilière	1 412	1 374	1 374	–
Taxe sur le tabac	1 125	1 185	1 185	–
Taxe sur les carburants	704	724	724	–
Taxe sur la bière et le vin (en remplacement des droits)	555	557	557	–
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	422	555	555	–
Autres	604	460	460	–
	75 267	79 123	79 123	–
Gouvernement du Canada				
Transfert canadien en matière de santé	10 738	11 378	11 378	–
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 469	4 596	4 596	–
Péréquation	2 200	3 261	3 261	–
Programmes d'infrastructure	394	204	204	–
Programmes portant sur le marché du travail	907	897	912	15
Logement social	482	476	476	–
Fonds pour la réduction des temps d'attente	97	97	97	–
Autres paiements fédéraux	2 072	867	867	–
	21 359	21 776	21 791	15
Entreprises publiques				
Sociétés des loteries et des jeux de l'Ontario	1 803	1 737	1 737	–
Régie des alcools de l'Ontario	1 596	1 673	1 673	–
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	1 024	655	655	–
Autres entreprises publiques	–	–	–	–
	4 423	4 065	4 065	–
Autres revenus non fiscaux				
Remboursements	817	990	990	–
Droits – permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 072	1 163	1 163	–
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	938	946	946	–
Recouvrements – Contrats d'approv. en électricité	1 387	1 262	1 262	–
Ventes et locations	1 124	1 068	1 068	–
Autres droits et permis	784	819	819	–
Droits sur la bière et le vin (remplacés par une taxe)	–	–	–	–
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	317	263	263	–
Redevances	201	204	204	–
Autres revenus non fiscaux ⁴	1 643	894	893	(1)
	8 283	7 609	7 608	(1)
TOTAL DES REVENUS	109 332	112 573	112 587	14

¹ Prend en compte les projections provisoires pour 2011-2012 et le plan budgétaire 2012-2013 tels que décrits dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² La taxe de vente comprend la taxe de vente au détail (TVD) et la taxe de vente harmonisée (TVH). La TVD a été remplacée par une taxe sur la valeur ajoutée et combinée avec la taxe sur les produits et services fédérale (TPS) pour créer une TVH administrée par le gouvernement fédéral. Les revenus provenant de la taxe de vente ne comprennent pas le crédit de taxe de vente de l'Ontario ni le volet énergie du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers.

³ Les revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ne comprennent pas le volet impôts fonciers du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers ni la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier.

⁴ Les divers autres revenus non fiscaux en 2011-2012 sont supérieurs aux chiffres d'autres exercices en raison de revenus ponctuels, dont le remboursement par Chrysler du prêt que l'Ontario lui avait accordé et des recouvrements plus élevés que normalement des dépenses de ministères de l'exercice précédent.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TOTAL DES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2011-2012 ¹	2012-2013		
		Plan budgétaire ¹	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Affaires autochtones ²	69,9	75,8	70,0	(5,8)
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales ²	1 043,5	1 124,9	1 161,7	36,9
Procureur général	1 692,9	1 731,6	1 731,6	—
Commission de régie interne ²	193,9	197,4	197,4	—
Services à l'enfance et à la jeunesse	4 004,3	4 083,1	4 085,1	2,1
Affaires civiques et Immigration ²	115,6	115,0	115,0	—
Services sociaux et communautaires	9 646,7	10 022,7	9 968,0	(54,7)
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 277,6	2 314,8	2 314,8	—
Services aux consommateurs	19,8	20,4	20,4	—
Développement économique et Innovation	983,9	955,3	955,3	—
Éducation ²	23 345,9	23 892,1	23 891,6	(0,4)
Énergie ²	367,8	362,1	362,1	—
Environnement	536,2	485,7	485,7	—
Bureaux du corps exécutif	31,9	31,4	31,4	—
Finances ²	1 050,2	1 104,3	1 104,3	—
Office des affaires francophones	5,5	5,1	5,1	—
Services gouvernementaux ²	1 065,0	1 018,0	1 008,5	(9,6)
Santé et Soins de longue durée	47 268,9	48 334,3	48 334,3	—
Infrastructure ²	308,8	277,7	240,8	(36,9)
Travail ²	188,9	190,9	191,9	1,0
Affaires municipales et Logement ²	596,3	585,5	644,1	58,5
Richesses naturelles ²	713,3	687,1	686,1	(1,0)
Développement du Nord et Mines	768,6	771,3	771,3	—
Tourisme, Culture et Sport ²	1 200,3	1 105,9	1 105,9	—
Formation, Collèges et Universités ²	7 160,0	7 508,6	7 529,6	21,1
Transports	2 337,9	2 587,3	2 590,4	3,1
Intérêt sur la dette ³	10 096,9	10 619,0	10 619,0	—
Autres ²	7 218,9	6 950,5	6 950,5	—
Économies de fin d'exercice ⁴	—	(765,0)	(765,0)	—
TOTAL DES CHARGES	124 309,7	126 392,8	126 407,1	14,3

¹ Prend en compte les projections provisoires pour 2011-2012 et le plan budgétaire 2012-2013 tels que décrits dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² Le détail des autres charges des ministères se trouve dans le tableau intitulé Autres charges.

³ Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 227 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

⁴ Comme par les années passées, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation prévue des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes ou encore des modifications au démarrage ou aux plans de mise en œuvre de projets.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

AUTRES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres provisoires 2011-2012 ¹	2012-2013		
		Plan budgétaire ¹	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Affaires autochtones				
Investissements ponctuels	27,8	—	—	—
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	251,1	—	—	—
Commission de régie interne				
Charges liées aux élections de 2011	100,0	—	—	—
Affaires civiques et Immigration				
Investissements de durée limitée pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains	59,2	319,6	319,6	—
Éducation				
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ²	522,0	850,0	850,0	—
Énergie				
Prestation ontarienne pour l'énergie propre	1 059,0	1 070,0	1 070,0	—
Finances				
Soutien de transition au titre de la taxe de vente harmonisée	1 441,6	—	—	—
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	591,7	592,2	592,2	—
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	—	400,0	384,0	(16,0)
Coûts des contrats d'approvisionnement en électricité	1 387,0	1 262,0	1 262,0	—
Fonds de transition	—	500,0	500,0	—
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	1 320,0	1 545,0	1 545,0	—
Réduction des dépenses consacrées aux consultants ³	—	(20,0)	(20,0)	—
Infrastructure				
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	—	100,0	100,0	—
Travail				
Bureau de la prévention	—	108,8	108,8	—
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée dans le parc de logements sociaux et abordables des municipalités	58,7	155,2	155,2	—
Aide provisoire	8,7	3,0	19,0	16,0
Richesses naturelles				
Mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt	204,2	64,7	64,7	—
Tourisme, Culture et Sport				
Investissements de durée limitée dans le programme de sport	38,5	—	—	—
Investissements ponctuels	3,1	—	—	—
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	146,3	—	—	—
TOTAL DES AUTRES CHARGES	7 218,9	6 950,5	6 950,5	—

¹ Prend en compte les projections provisoires pour 2011-2012 et le plan budgétaire 2012-2013 décrits dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP concernant la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au Régime ont atteint 1 344 millions de dollars en 2011-2012 et 1 459 millions de dollars en 2012-2013.

³ Conformément à ce qui a été décrit dans la mise à jour du 25 avril, le gouvernement s'est engagé à réduire encore davantage ses dépenses consacrées aux consultants de 20 millions de dollars en 2012-2013. De plus amples détails seront donnés dans les mises à jour financières futures.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

DÉPENSES LIÉES À L'INFRASTRUCTURE EN 2012-2013

(en millions de dollars)		Perspectives actuelles 2012-2013		
Secteur	Dépenses totales provisoires liées à l'infrastructure 2011-2012	Investissement dans les immobilisations ¹	Transferts et autres dépenses liés à l'infrastructure ²	Dépenses totales liées à l'infrastructure
Transports				
Transport en commun	2 444	2 121	422	2 543
Routes provinciales	1 833	2 398	—	2 398
Autres – transports ³	831	681	131	812
Santé				
Hôpitaux	3 046	2 798	127	2 925
Autres – santé	268	159	163	322
Éducation ⁴	2 130	2 017	72	2 089
Postsecondaire				
Collèges	228	204	—	204
Universités	194	—	112	112
Eau/Environnement	220	44	155	199
Infrastructure municipale et locale	731	32	659	691
Justice	910	726	85	811
Autre	959	506	287	792
Total partiel	13 794	11 685	2 212	13 897
Moins : contributions d'autres partenaires ⁵	903	1 018	—	1 018
Total sans les contributions des partenaires	12 892	10 667	2 212	12 879
Moins : autres apports en capital ⁶	481	160	175	335
TOTAL DES DÉPENSES PROVINCIALES⁷	12 410	10 507	2 037	12 544

¹ L'investissement dans les immobilisations comprend les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 248 millions de dollars.

² Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisation.

³ Comprennent les activités de planification liées aux routes, l'acquisition de biens, les aires de services autoroutières et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., routes municipales et locales, aménagement d'aéroports dans les régions éloignées).

⁴ Comprend un redressement ponctuel de 248 millions de dollars en 2011-2012 lié aux subventions d'immobilisations de l'an dernier, montant entièrement compensé par les revenus recouvrés auprès du secteur des conseils scolaires.

⁵ Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations des écoles, des collèges, des hôpitaux et des organismes provinciaux consolidés.

⁶ Représentent pour la plupart des transferts du gouvernement fédéral aux fins des investissements dans les immobilisations.

⁷ Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements dans les immobilisations s'élevant à 10,5 milliards de dollars pour 2011-2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2012-2013

PROGRAMME DE LA PROVINCE ET DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (en millions de dollars)

	Chiffres provisoires 2011-2012 ¹	2012-2013		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire ¹	Perspect. actuelles	
Déficit/(Excédent)	14 978	14 820	14 820	–
Investissement dans les immobilisations	10 500	10 507	10 507	–
Redressements sans effet sur la trésorerie	(2 936)	(3 832)	(3 832)	–
Prêts/Investissements nets	1 672	1 134	1 134	–
Dette arrivant à échéance	13 709	17 287	17 287	–
Rachats de titres de créances	264	300	300	–
Total – Exigences en matière de financement	38 187	40 216	40 216	–
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(1 079)	(775)	(775)	–
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	691	(2 996)	(2 996)	–
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	(6 121)	(305)	(305)	–
Provision pour rachats de titres de créances	3 200	(1 200)	(1 200)	–
TOTAL DES BESOINS D'EMPRUNT À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS	34 877	34 940	34 940	–

¹ Prend en compte les projections provisoires pour 2011-2012 et le plan budgétaire 2012-2013 tels que décrits dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

MISE À JOUR SUR LES EMPRUNTS (AU 30 JUIN 2012) (en milliards de dollars)

	Contractés	Restants	Total
Province	11,4	21,4	32,8
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	0,7	1,4	2,1
TOTAL	12,1	22,8	34,9

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

- ♦ Au 30 juin 2012, 12,1 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

	(en milliards de dollars)
Obligations d'épargne de l'Ontario	0,8
Émissions sur le marché canadien	6,3
Émissions sur le marché international/américain/autres	5,0
TOTAL	12,1

- ♦ Les investisseurs nationaux continuant de préférer les titres de créances à plus long terme, l'Ontario a pu prolonger l'échéance de sa dette et profiter de la faiblesse soutenue des taux d'intérêt.